

Livre noir

des vieux partis

Un regard sur l'héritage du PQ, du PLQ et de la CAQ.



INTRODUCTION

Derrière les changements de slogans et de chefs, **les mêmes réflexes persistent.**

Depuis des décennies, le Québec est gouverné par les mêmes formations politiques, qui se succèdent au pouvoir en promettant chaque fois de rompre avec les erreurs du passé.

Le présent livre noir propose un regard lucide sur l'héritage du PQ, du PLQ et de la CAQ. Non pas pour demeurer prisonniers du passé, mais pour éviter d'en reproduire les travers.

Les nombreux échecs du modèle québécois actuel ne sont pas une coïncidence. Durant l'élection, des solutions à ces erreurs historiques répétées par les vieux partis seront proposées.

Dépenses mal contrôlées, réformes inachevées, centralisation croissante, manque de transparence, décisions prises sans véritable reddition de comptes et parfois scandales honteux.

**Pouvons-nous vraiment leur
faire confiance cette fois?**

L'échec des subventions...

Ce n'est pas nouveau!

Depuis des décennies, les partis politiques au Québec s'imaginent pouvoir prédire dans quelle direction s'en va l'économie. On nous promet d'entrer ainsi dans l'avenir, mais cet avenir finit généralement par se dégonfler : les vieux partis accumulent les échecs. Les fiascos de la CAQ sont notables, mais ils sont dans la lignée de ceux des gouvernements précédents. Les deux derniers mandats sont une continuité de ce qui a précédé. La CAQ a simplement continué de gouverner comme un vieux parti.

PQ

- Projet Gaspésia
- Magnola
- Montréal Mode
- La cité du multimédia
- Ciment McInnis (Début)

PLQ

- Diamants Stornoway
- Nemaska Lithium (Début)
- C-Series de Bombardier
- Ciment McInnis (Suite)
- Pétrolia et Junex
- Usine GM Boisbriand

CAQ

- Northvolt
- Nemaska Lithium (Suite)
- Recyclage Carbone Varennes
- Lion Électrique
- Enerkem
- Panier bleu

Ils ont la foi

Nombreuses sont les études, incluant de l'OCDE, qui démontrent depuis des années que les subventions aux entreprises ne permettent pas d'atteindre l'objectif voulu. Malgré cela, les vieux partis s'entêtent à continuer dans cette même direction.

Le Québec est l'une des juridictions qui dépense le plus du continent en subventions aux entreprises. Si ça fonctionnait, nous ne serions pas en queue de peloton en termes de développement économique. Comme on dit, si ça fonctionnait, on le saurait...

Les effets secondaires sont pires que le traitement

Les subventions créent un avantage compétitif injuste entre les entreprises qui reçoivent l'aide et celles qui ne la reçoivent pas. Cela encourage aussi la dépendance des entreprises.

Quand les gouvernements décident de favoriser artificiellement une entreprise, ça se fait aux dépens d'autres projets plus rentables. Même chose lorsqu'une production ou un secteur de l'économie est avantagé par rapport à d'autres biens et services qui auraient pu être choisis par les consommateurs en l'absence de subventions. De plus, aux yeux du public, il y a une perception de copinage.

Le Bye-Bye 2025 l'a bien imaginé, les gens ont l'impression que les gouvernements jouent au casino avec leur argent durement gagné.

Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal, 2023

« La politique industrielle du gouvernement du Québec [...] **nuît désormais au développement économique** du Québec... »

« Un bon projet n'a pas besoin de subvention pour fonctionner.
Un mauvais projet ne mérite pas de subvention. »

- Adrien Pouliot, porte-parole du PCQ en économie

L'enfer réglementaire

Le génie québécois mis en cage

Le Québec est le champion de la réglementation au Canada. Lorsqu'on parle avec des entrepreneurs et même des organismes communautaires, ils critiquent le temps, les ressources et l'argent gaspillé dans le remplissage de paperasse qu'ils considèrent inutile. Pour les PME, c'est un fardeau parfois insurmontable.

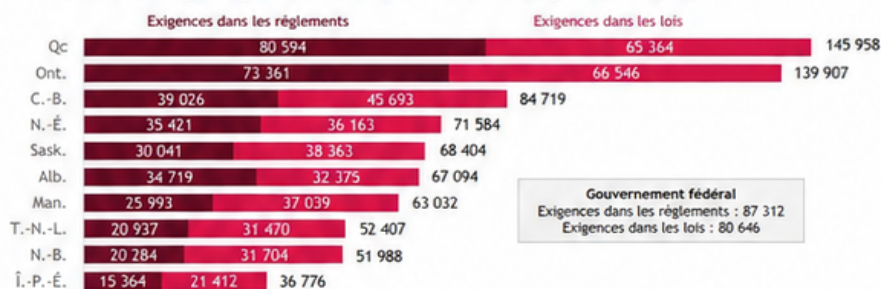
735 h

par année en moyenne consacrées à la conformité réglementaire

Soit environ 14 heures par semaine.

Figure 2

Nombre total d'exigences réglementaires dans les provinces canadiennes, règlements et lois (2025)



Source : Whidden, Bradley. Chiffrer les contraintes : évaluer le nombre total des exigences réglementaires imposées par nos gouvernements. FCEI, Décembre 2025.

Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Comment tuer l'entrepreneuriat 101

Selon la FCEI, ce sont actuellement en moyenne 735 heures par année (14 heures par semaine) qui sont passées à remplir des formulaires, comprendre la réglementation, établir des protocoles, former les employés à la conformité, gérer les inspections, attendre des permis, etc. (données canadiennes).

La proportion de travailleurs autonomes au Québec est constamment inférieure à la moyenne canadienne depuis 25 ans. Ce n'est pas étranger au gigantesque fardeau réglementaire qui pèse sur les entreprises et les citoyens.

Grâce au travail de centralisation et de contrôle fait par les vieux partis, le Québec est champion canadien de la réglementation.

L'abus de règlements et de paperasse a un coût et c'est le consommateur québécois qui finit par payer, ce qui affecte son pouvoir d'achat.

Ça n'arrête jamais. Toujours en se drapant dans la vertu, les gouvernements ajoutent de nouvelles couches réglementaires qui appauvrissent les entreprises et les citoyens.

La CAQ l'a fait, par exemple, avec les exigences d'attestations de francisation pour de petites entreprises de 25 employés, où bien souvent, tout le monde parle français.

La machine étatique

Avant les malades

Les vieux partis et les syndicats sont presque unanimes contre le privé en santé. Il a fallu qu'ils soient forcés légalement à ouvrir une brèche pour que nous puissions constater l'évidence que ça fonctionne.

« Le privé, son rôle, ce n'est pas de veiller à la santé des gens. [...] Si on veut soigner tout le monde, il faut faire confiance au réseau public. »

-Paul St-Pierre Plamondon, chef du PQ (au congrès de la CSN).

« Le privé, c'est pas mon premier choix... »

-Bernard Drainville, député, ministre et ancien candidat à la chefferie de la CAQ.

« Je veux avant tout faire fonctionner le système public. »

-Dr Cécile Tremblay, candidate libérale.

« Le système devrait être public. Clairement. Le privé a augmenté sous la CAQ. Y'en a trop! »

-Marc Tanguay, ancien chef libéral par intérim.

«Le privé n'est pas la solution pour notre système de santé! »

-Guillaume Clèche-Rivard, porte-parole en santé, QS.

Jugement Chaoulli, puis plus rien

En 2005 tombe le jugement Chaoulli qui rend légale l'utilisation du privé en santé quand le public est incapable de soigner les patients dans un délai raisonnable.

Plutôt qu'innover, le gouvernement libéral de l'époque a voulu protéger le vieux modèle public inefficace au maximum et a limité le recours au privé pour des chirurgies aux genoux, hanches et cataractes.

Depuis, tous les partis appuient sur les freins dès qu'il est question de privé en santé, malgré parfois des promesses passées qui n'ont pas été tenues.

2005

Jugement Chaoulli

Une brèche légale ouvrant partiellement la voie au privé en santé lorsque le réseau public ne peut soigner dans un délai raisonnable.

Quand le privé soutient le public

Des résultats qui parlent

Le privé en soutien au public : Une réussite!

Chirurgies de la cataracte avant et après l'entente entre l'Hôtel-Dieu de Lévis et Lasik MD :

	Public (avant l'entente)	Privé (Lasik MD)
Délais	4-5 ans	6-12 mois
Prix	1 573 \$	< 600 \$ (prix soumissionné)
Chirurgies/jour	12	25-40

Pourtant, les vieux partis s'entêtent à mettre des bâtons dans les roues du privé... au détriment des malades.

Ils le font ailleurs... et ça marche!

Dans les pays européens, le privé est beaucoup plus utilisé qu'au Québec. Par exemple, la proportion des lits d'hôpitaux en Norvège, en France, et en Allemagne appartenant au secteur privé est respectivement de 23 %, 39 % et 60 %.

23 % Norvège **39 %** France **60 %** Allemagne

Pourtant, leur système de santé est universel et gratuit, comme au Québec.

La pratique mixte, c'est-à-dire d'autoriser les médecins à pratiquer à la fois au public et au privé, est autorisée presque partout dans les pays occidentaux.

Pendant ce temps, le système de santé québécois, défendu par les vieux partis, reste l'un des plus inaccessibles et paralysés du monde développé, principalement en raison de son faible recours au privé.

Décentralisation des structures

Le rapport « Une gouvernance renouvelée du réseau de la santé et des services sociaux », sorti en juin 2022, faisait de la décentralisation sa recommandation #1 :

« Rapprocher les décisions liées à l'organisation et à la fluidité des soins et des services le plus près possible du terrain, en favorisant une gestion de proximité et une organisation clinique et médicale locale. »

La gouvernance, notamment avec la création de Santé Québec, va dans le sens inverse de cette recommandation.

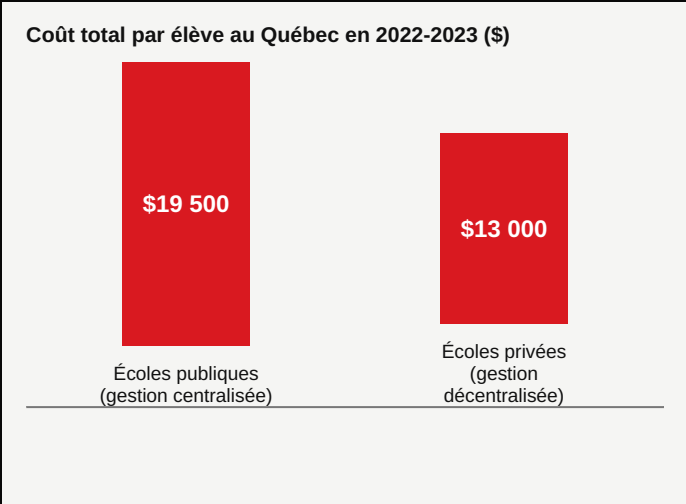
Les grosses structures

Avant les services

La centralisation coûte cher

La centralisation nécessite automatiquement plus de bureaucratie. Ainsi, le vieux modèle centralisé défendu par les vieux partis crée d'énormes dépenses. Le cas des coûts par élève en éducation est frappant. Le modèle de gestion centralisé des centres de services scolaires (CSS) est beaucoup plus coûteux que le modèle des écoles privées.

Par ailleurs, chaque CSS emploie en moyenne 250 personnes, principalement du personnel administratif. Les écoles privées n'ont pas de CSS, alors que leur organisme de support (la FÉEP), emploie seulement 30 personnes à la grandeur du Québec.



Garde-à-vous!

À force de réglementer, centraliser, créer des programmes de subventions... on finit par aboutir avec un État québécois très gros, avec beaucoup trop d'employés à sa charge.

L'expression « une armée de fonctionnaires » a déjà été utilisée plusieurs fois. Le nombre d'employés de l'État est passé de 511 000 en 2019 à plus de 624 000 en 2025, une augmentation de 22,3 %... alors que la population a crû de 7,3 % et les emplois du secteur privé de 6,4 %.

Exemple de l'embonpoint de l'État : le personnel administratif explose malgré une baisse des élèves dans certains CSS (source : Libre-Média)

Centre de services scolaire	Élèves	Fonctionnaires/cadres	Période
Au Cœur-des-Vallées	- 5 %	+ 53 %	2003-2023
De Sorel-Tracy	- 12 %	+ 66 %	2004-2023
Du Pays-des-Bleuets	- 3 %	+ 50 %	2009-2024

Il faut les payer, ces fonctionnaires! Une explosion de la taille de l'État et de la fonction publique ne vient pas sans une explosion des coûts. Comme de fait, sans changement de modèle, les dépenses sont aujourd'hui incontrôlables, après une série de déficits records. Après deux avertissements d'agences de notation en 2024, le Québec a finalement été décoté en 2025.

L'enfer fiscal

Les contribuables pris pour des vaches à lait

La juridiction la plus taxée d'Amérique du Nord...

Les Québécois sont ceux qui paient le plus cher, au total des taxes et impôts, en Amérique du Nord. Pour un même salaire annuel, un citoyen québécois paie plus d'impôt que dans la majorité des provinces, et en paie également plus que dans chacun des États américains.

La taxe sur le carburant la plus élevée du pays est au Québec (sauf pour les villes de Vancouver et Victoria), et nous sommes la seule province qui paye encore une taxe carbone.

Finalement, notre taxe provinciale (la TVQ) est l'une des plus élevées du pays.

38,6 %

du PIB en taxes et impôts

...et l'une des plus taxées du monde

En calculant le total de l'argent payé à l'État et en comparant à la valeur de l'économie québécoise, les Québécois paient 38,6 % du PIB en taxes et impôts. La moyenne des pays de l'OCDE est à 36 %, le Canada à 34,4 % et les États-Unis à 25,6 %.

Malgré cela, nos services publics sont défaillants, et notre système de santé est l'un des, sinon le plus inaccessible parmi ceux des pays développés.

Le Québec taxe ses citoyens plus qu'ailleurs.

Type de prélèvement fiscal	Alberta	Ontario	Québec
Taxe sur le carburant	13 ¢/L (modulable)	9 ¢/L	19,2 ¢/L
Taxe sur le carbone	Aucune	Aucune	~ 8-12 ¢/L
Taxe provinciale sur la consommation	Aucune	8 %	9,975 %
Pression fiscale (impôt + taxes) en % du PIB	27,3 %	36,3 %	38,6 %

Et les entreprises?

Avec un taux de 26,5%, le Québec n'est pas la pire province au Canada, mais se retrouve dans le peloton de tête des collecteurs d'impôt sur le revenu des sociétés. De plus, l'Institut Fraser et le Conseil du patronat du Québec soulignent que le Québec a de loin les taxes sur la masse salariale les plus élevées parmi les grandes provinces.

Ces deux éléments combinés, spécialement les taxes sur la masse salariale, sont souvent cités comme un désavantage compétitif important pour attirer ou retenir des entreprises au Québec.

À ce chapitre, le Québec ne fait pas belle figure parmi les provinces et les États américains.

La Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke recommandait d'ailleurs, à la veille de la publication du budget 2025-2026, de « mettre en place un plan de réduction du taux d'imposition général des sociétés. [...] cette réduction de taux entraînerait assurément un effet favorable sur la croissance économique. »

Ajoutez à ce fardeau fiscal celui de la réglementation et de la paperasse, et il est évident que le Québec a grandement besoin de laisser respirer ses entreprises afin de créer une poussée de la croissance économique.

Des Québécois taxés...

Et insatisfaits!

Considérant les dépenses importantes, les services doivent être excellents... non?

Les dépenses faramineuses et les nombreux effectifs haussent-ils au moins la qualité des services?

Au fil des réformes apportées par les vieux partis, les services se sont-ils améliorés?

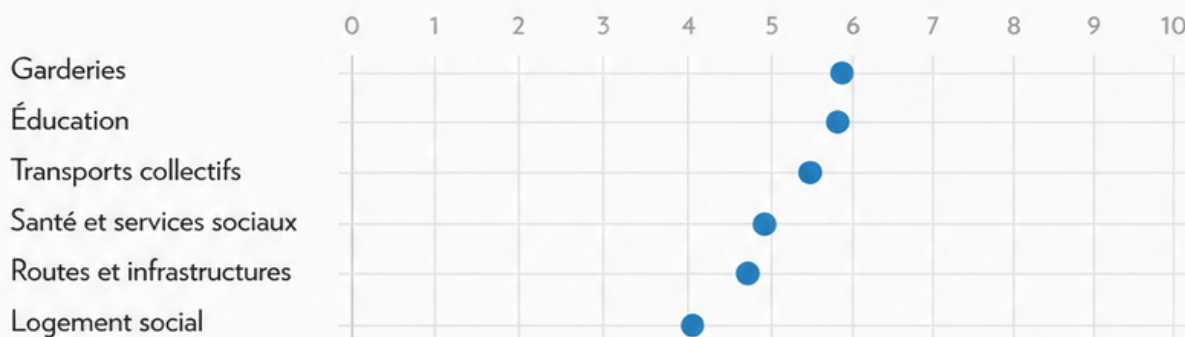
Poser les questions, c'est y répondre.

Aucun

des principaux services publics n'a la note de passage de 60 % aux yeux des Québécois.

Satisfaction face aux services publics

Sur une échelle de 0 à 10, quel est votre niveau de satisfaction des services publics suivants au Québec ? 0 étant pas du tout satisfait et 10 extrêmement satisfait.



Source : SOM février 2025

LA PRESSE

Malgré cela, les vieux partis ne remettent pas en question le modèle québécois actuel. Au contraire, ils s'en font les défenseurs en promettant à tour de rôle qu'il suffirait simplement de leur donner le pouvoir et d'injecter plus d'argent pour régler tous les problèmes.

Pire : ils trouvent des excuses pour ne pas s'inspirer de ce qui fonctionne ailleurs ou diabolisent les idées différentes.

Avec un modèle québécois réinventé, nous serions capables d'offrir de meilleurs services à la population, pour moins cher.

Tout ça demande seulement un peu de courage pour affronter les forces du statu quo.

Un modèle québécois en ruines

...littéralement!

En soixante-sept, tout était beau, chantait Beau Dommage. Surtout, tout était neuf et la dette n'était que de 1,3 milliards \$. Cependant, suite à la crise économique des années 80 et l'explosion de la dette, les gouvernements subséquents semblent tous s'être dit que ceux qui allaient leur succéder s'occuperaient d'entretenir les infrastructures à leur place... un jour.

49 %

des routes en mauvais état
aujourd'hui

24 G\$+

déficit de maintien du réseau routier

61 %

des écoles en mauvais ou très
mauvais état entre 2022 et 2024

Établissements de santé

En décembre 2000, le vérificateur général a demandé un portrait fiable de l'état des infrastructures de santé. Ça a pris plus de 15 ans pour l'obtenir.

Entre 2000 et 2015, les gouvernements ont privilégié de gros projets, au détriment des hôpitaux de quartier ou régionaux comme Maisonneuve-Rosemont (HMR), Drummondville et Arthabaska. Aujourd'hui, la condition de ces établissements est critique et presque un hôpital sur cinq est considéré en mauvais état.

Maintenant s'offre à nous une riche biodiversité hospitalière : coquerelles, rats, chauves-souris, pigeons et bien plus ont été observés dans nos hôpitaux ou pire, dans des salles d'opération.

Routes et ponts

En 1990, l'âge moyen des routes était de 18,6 ans. Le Québec était déjà en tête des provinces majeures pour le vieillissement de son réseau routier.

En 2006 s'est effondré le viaduc de la Concorde. Des sommes ont été investies d'urgence dans l'entretien de certaines structures.

Malheureusement, ça n'a été que temporaire : en 2005, le pourcentage des routes en mauvais état était de 37,9 %. Aujourd'hui, il est de 49 %. Le déficit de maintien du réseau routier, lui, est passé de 14,4 milliards \$ en 2014 à plus de 24 milliards \$ aujourd'hui.

Établissements d'enseignement

La décrépitude des infrastructures d'enseignement se fait sentir plus rapidement qu'en santé. Déjà à la fin des années 90, on constate des écoles avec des problèmes liés à l'enveloppe des bâtiments (toiture, fenêtres, murs extérieurs).

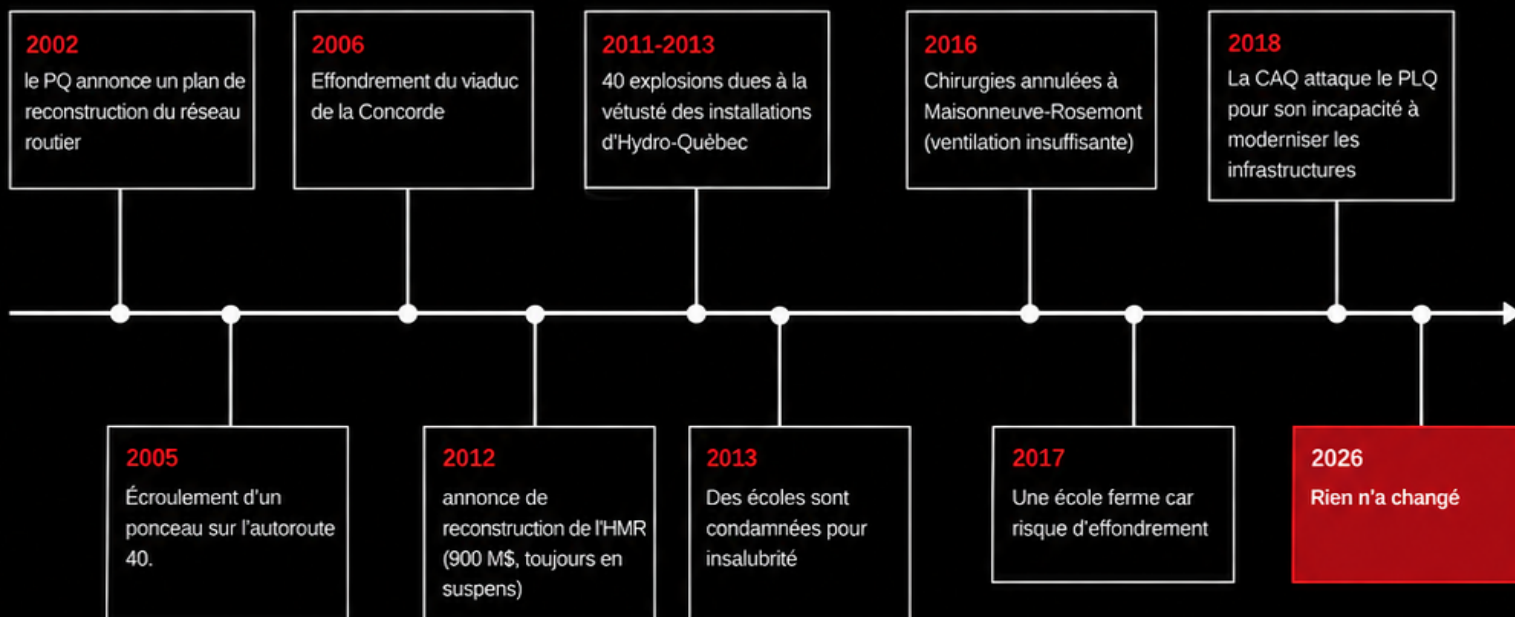
En 2010, 25% des établissements sont en mauvais ou très mauvais état. Les vieux partis ont pourtant laissé la situation se détériorer jusqu'à atteindre 61% des écoles entre 2022 et 2024.

Aujourd'hui, l'âge moyen des institutions publiques d'enseignement est de 50 ans. Dans l'urgence et la panique, le gouvernement a recommencé à construire des écoles neuves, mais les prix explosent. Le DMA se chiffre à 12G\$ pour l'ensemble du réseau de l'enseignement. On voit donc de plus en plus d'écoles modulaires dont la fonction est censée être temporaire, mais qui pourraient servir 30 ans.

Des décennies de laisser-aller

Les annonces passent. Les problèmes restent.

De plans de reconstruction en urgences, les mêmes problèmes reviennent depuis plus de vingt ans.



**Les gouvernements changent.
Le déficit d'entretien demeure.**

Les forces du statu quo

C'est pour ça que rien ne bouge!

Les forces du statu quo n'ont pas avantage à ce que les choses changent.

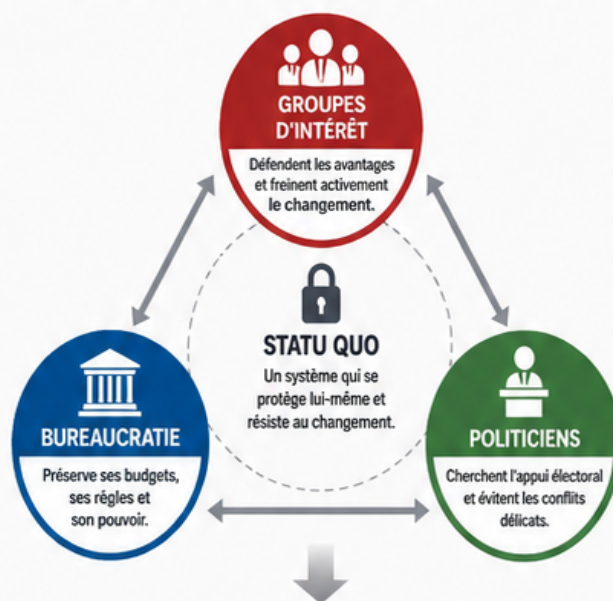
- 1 **Les groupes d'intérêt** : Les syndicats, ordres professionnels et autres lobbys qui défendent leurs acquis.
- 2 **La classe politique** : Les vieux partis en sont trois déclinaisons. Ils privilégient les mesures visibles à court terme.
- 3 **La bureaucratie** : Elle maximise son budget et son influence. Elle ne se coupera jamais par elle-même.

Ensemble, ces forces forment un « triangle de l'immobilisme » qui rend les réformes structurelles extrêmement difficiles. Les pressions qu'elles exercent sont souvent réfractaires aux changements nécessaires pour enrichir et débloquer le Québec. Peu de gens ont le courage d'affronter leurs pressions.

Pour résumer, les forces du statu quo profitent trop de l'état actuel du système pour permettre sans embûche tout changement et elles ont depuis longtemps infiltré les coulisses du pouvoir afin de s'en assurer.

LE TRIANGLE DE L'IMMOBILISME

Pourquoi les réformes deviennent si difficiles



**CONSÉQUENCES
POUR LES CITOYENS**



DÉPENSES
EN HAUSSE



DÉLAIS ET
INESPÉRANCE



COMPLEXITÉ
RÉGLEMENTAIRE



MOINS D'INNOVATION
MOINS DE PROSPÉRITÉ

Inspiré des travaux de Manzur Olson, James Buchanan et de l'école du Public Choice.

Les grandes corporations syndicales...

prospèrent dans un État obèse.

~50 %

du PIB représenté par l'État au Québec

~60 %

des syndiqués directement reliés au gouvernement

1,4 G\$

en cotisations gérées par les grands patrons syndicaux

Au Québec, l'État représente près de 50% du PIB de la province. Cette manne attire ceux qui ont soif d'argent et qui veulent une proximité avec le pouvoir.

Le Québec est aussi la province avec la plus forte proportion de syndiqués. Parmi ceux-ci, autour de 60% sont des employés directement reliés au gouvernement.

Le modèle d'affaires des grandes corporations syndicales est donc dépendant du gouvernement et leur capacité de croissance est assujettie à la taille de l'État qui leur assure des cotisations automatiques. Les grands patrons syndicaux gèrent ensemble près de 1,4 milliard \$ en cotisations et tirent leur pouvoir en prétendant représenter près de 1,3 million de membres.

C'est grâce à ce pouvoir que les grandes corporations syndicales ont plus d'une fois fait trembler et reculer les différents gouvernements au Québec.

Encore il y a quelques mois, la présidente de la FTQ disait « on est à la guerre » et menaçait de « paralyser le Québec » si la CAQ ne reculait pas sur son projet de loi visant plus de transparence de la part des syndicats.

Malgré une faible mobilisation de leurs membres pour cette cause, la CAQ a tout de même assoupli sa loi et abandonné l'idée d'une partie des cotisations qui serait facultative.

La stratégie syndicale en temps d'élections est simple : Ils vont rencontrer tous les députés et candidats des vieux partis qui peuvent prendre le pouvoir pour leur passer le message que leurs membres ne voteront pas pour eux s'ils ne se plient pas aux volontés des grands patrons syndicaux.

« Y'a pas un gouvernement qui va être capable de gouverner s'il ne s'engage pas... »

-Magali Picard, présidente de la FTQ.

Gains des corporations syndicales

1999 (PQ) : Abandon de la réforme du milieu de la construction.

1999 (PQ) : Convention collective qui maintient la taille de l'État.

2004 (PLQ) : Abandon de la réingénierie de l'État.

2010 (PLQ) : Recul sur le gel des salaires.

2012 (PLQ) : Appui aux carrés rouges et élection du PQ.

2015 (PLQ) : Imposition du terme « austérité » en la rendant responsable de tout ce qui va mal.

2024 (CAQ) : Fortes augmentations de salaires et abandon du cadre financier du gouvernement.

2026 (CAQ) : Abandon des cotisations facultatives.

Corruption

Un modèle qui l'encourage

«La sollicitation venait d'abord et avant tout des partis politiques.»

-Témoignage anonyme à la commission Charbonneau

Dans la pensée populaire, le seul parti éclaboussé par la commission Charbonneau a été le Parti libéral du Québec. La réalité est pourtant autre. Le Parti québécois appliquait les mêmes méthodes allant contre l'esprit de la Loi sur le financement des partis politiques.

PLQ

Appellation utilisée : Financement sectoriel

Montant estimé : 55M\$

(Selon l'analyste-enquêteur Éric Desaulniers)

Préavis de blâmes par la commission Charbonneau: 8

Montant remboursé au DGEQ : 938 534\$

PQ

Appellation utilisée : Financement en milieu de vie

Montant estimé : 27M\$

(Selon l'analyste-enquêteur Éric Desaulniers)

Préavis de blâmes par la commission Charbonneau: 4

Montant remboursé au DGEQ: 249 800\$

La FTQ Construction a aussi été particulièrement entachée durant la commission en raison de liens entre certains dirigeants et le crime organisé.

Une ancienne PDG du Fonds de solidarité FTQ (et par la suite députée et ministre au PQ) a été enregistrée, en 2009, alors qu'elle disait à portes fermées au président de la FTQ, que le syndicat bloquait des projets faisant compétition à certaines personnes.

Il a maintes fois été dit que le financement illégal ne touchait pas uniquement le PLQ. Un haut gradé de la firme Roche a avoué tenir une petite caisse pour répondre aux demandes de financement des partis politiques provinciaux.

Aujourd'hui, il y a moins de scandales de financement des partis. Toutefois, un gouvernement comme celui du Québec, qui contrôle une si grande part de la richesse collective, attire la cupidité.

La proximité entre des gens qui obtiennent des investissements et le pouvoir soulève cependant encore des doutes de copinage. Par exemple, ça a été le cas sous la CAQ avec Satellites Northstar, appartenant à un fondateur du parti, qui a obtenu plus de 31M\$ en financement, ou avec Polycor, dont le lobbyiste avait soupé avec un ministre le soir où la compagnie a obtenu un investissement public de 98 M\$.

Un gouvernement moins interventionniste et qui contrôlerait une moins grosse part de l'économie attirerait moins l'avidité et serait moins sujet au copinage ou autres malversations. Plus il y a d'argent, plus c'est susceptible d'attirer la corruption.

Les vieux partis

Des promesses de changements, une garantie de statu quo

Le Parti québécois

En 1998, le PQ fait de grandes promesses d'assainissement des dépenses publiques, de déficit zéro, de gestion rigoureuse... tout en maintenant le modèle et tous les services.

Toute la campagne tournait autour des slogans « J'ai confiance. Je vote Parti Québécois. » et « Ensemble, nous savons construire. » On laissait alors croire qu'un changement dans la continuité était possible.

Résultat? Du pelletage par en avant, des mesures temporaires et des dépenses futures intenables. Tout cela négocié avec les grandes corporations syndicales.

Le Parti libéral

En 2003, c'est au tour des Libéraux de promettre de grands changements. Ils parlent de réingénierie de l'État, laissant présager une révision des missions de l'État, l'amélioration de l'efficacité des services publics et une plus grande utilisation du privé, notamment en santé.

Le soir de son élection, Jean Charest déclare : « Aujourd'hui on s'est donné un gouvernement du XXI^e siècle. »

Dans les mois suivants, les grandes corporations syndicales s'organisent, lancent le message « on n'a jamais voté pour ça! » (mais les Québécois, eux, oui) et les Libéraux reculent. La réingénierie n'aura jamais lieu et le statu quo perdure.

La Coalition Avenir Québec

Après l'abandon rapide des changements promis par le PLQ, est publié le manifeste des lucides qui pavera la voie à la Coalition pour l'avenir du Québec qui deviendra la CAQ.

Quelques mois avant l'élection de 2012, la CAQ avale l'ADQ et s'en approprie certaines idées. Elle se présente à l'élection avec le slogan « C'est assez, faut que ça change! ».

L'usure de l'alternance entre les deux vieux partis de pouvoir fait son œuvre et les gens sont prêts à donner une chance à la CAQ en espérant le fameux changement souhaité depuis longtemps par les électeurs. Le parti leur fait miroiter que « Maintenant » (leur slogan) est le temps de le faire.

Mais nous connaissons la suite. Les espoirs des Québécois sont une fois de plus déçus. La CAQ se révèle animée par les mêmes idées que les autres vieux partis et n'a jamais cru aux idées de l'ADQ.

Elle se révèle être un autre parti de statu quo et se présente même à l'élection de 2022 en disant « Continuons ».

CONCLUSION

Les vieux partis ne peuvent réparer ce qu'ils ont eux-mêmes brisé.

Aucun des vieux partis n'a le courage de livrer de réels changements car ça irait à l'encontre de leurs racines idéologiques.

Ces racines, ce sont celles qui ont bâti le modèle québécois tel que nous le connaissons.

Les vieux partis croient à un gros État interventionniste.

Les vieux partis croient que le gouvernement gère mieux l'argent et livre mieux les services pour les citoyens.

Les vieux partis croient que la machine doit choisir les entreprises gagnantes pour que l'économie prospère.

Les vieux partis croient à la taxation comme solution aux problèmes.

En fait, ils croient que tout, y compris vous, doit être contrôlé par l'État.

Les vieux partis ont brisé le contrat social avec les citoyens québécois par leur manque de courage, leur incompétence et leur manque de sens de l'État.

Peu importe ce qu'ils promettent, leur nature profonde va finir par s'imposer.

Alors non.
On ne peut plus leur faire confiance.

Deux directions.

Un choix clair



MODÈLE DES VIEUX PARTIS

Centralisateur

Bureaucratique

Le gouvernement s'en occupe

Peu d'autonomie locale

Lourd fardeau fiscal

Syndicats trop puissants

Axé sur les méthodes

Monopolistique,
surréglementé

Interventionniste

MODÈLE CONSERVATEUR

Décentralisateur

Simple et efficace

Le privé peut souvent faire mieux!

On vous fait confiance!

Moins de taxes,
moins d'impôts

Syndicalisation équilibrée

Axé sur les résultats

Libéralisé

Facilitateur

